



# Economic and Social Council

Distr.: General  
8 December 2024

Original: French

---

## Commission on the Status of Women

Sixty-ninth session

10–21 March 2025

**Follow-up to the Fourth World Conference on Women and to  
the twenty-third special session of the General Assembly  
entitled “Women 2000: gender equality, development and  
peace for the twenty-first century”**

### **Statement submitted by Femmes Solidaires, a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council\***

The Secretary-General has received the following statement, which is being circulated in accordance with paragraphs 36 and 37 of Economic and Social Council resolution 1996/31.

---

\* The present statement is issued without formal editing.



## Statement

Femmes solidaires est une association féministe, généraliste, universaliste, laïque et d'éducation populaire ; elle est engagée pour les droits des femmes et des filles en France et dans le monde, pour la lutte contre toutes les formes de violences et discriminations sexistes et sexuelles, et pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Notre association a été fondée la même année que l'organisation des Nations unies, en 1945. Femmes solidaires participe activement depuis sa création à une reconnaissance universelle des droits des femmes ; en 1995, une délégation de Femmes solidaires a participé aux travaux aboutissant à la Plateforme d'action de Beijing.

Si nous sommes très attachées à cette plateforme qui définit et garantit la reconnaissance universelle des droits fondamentaux des femmes et des filles, nous constatons qu'elle ne pourrait pas voir le jour en 2024. Le rapport de force entre celles et ceux qui défendent la reconnaissance et le respect des droits fondamentaux des femmes et les forces les plus réactionnaires est de plus en plus brutal. Le droit à l'éducation, à la santé, au respect de l'intégrité physique des femmes et des filles, sont - entre autres - remis en cause.

Les Etats du monde ne sont dans leur très grande majorité pas encore au rendez-vous de l'égalité: même lorsque les lois garantissant des droits aux femmes sont adoptées, leur pleine application reste limitée par un désespérant manque de moyens investi dans l'égal accès aux droits. La notion de droits culturels est parfois détournée de son sens premier pour justifier des exceptions au respect des droits fondamentaux des femmes et des filles. Nous tenons à être parfaitement claires : ni le patriarcat ni le féminisme n'appartiennent à aucune culture. Partout dans le monde, de tout temps, des femmes et des filles se sont élevées et ont exigé la reconnaissance de leurs droits fondamentaux. Partout dans le monde, de tout temps, les forces réactionnaires patriarcales ont tenté de les faire taire, les ont torturées, tuées, effacées de la mémoire collective. Nous sommes les héritières de toutes ces femmes.

Femmes solidaires se félicite de l'adoption de lois importantes pour faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes et reculer les violences sexistes et sexuelles, en particulier la loi française de 2016 sur l'abolition de la prostitution. Cette loi vient définir et sanctionner la violence sexiste, sexuelle, capitaliste et raciste qu'est la prostitution et porter la responsabilité de cette violence sur les agresseurs, à savoir les "clients" des personnes prostituées et les proxénètes. En 2024, la principale faiblesse de cette loi est le manque de moyens investis pour financer les parcours de sortie pour les personnes en situation de prostitution.

En France, Femmes solidaires dénonce la persistance de l'inégalité territoriale dans l'accès aux droits pour les femmes et les filles. Selon l'endroit où l'on vit, le droit à l'éducation, à la santé, à un logement, à un emploi, à la justice, à la mobilité, à des pratiques culturelles et sportives librement choisies, est restreint par un manque d'accès à des structures d'exercice de ces droits. 13 départements français n'ont ainsi plus de gynécologue médical. Entre 2001 et 2021, la France a fermé 33% de ses maternités - éloignant de fait l'accès aux soins pour des femmes, en particulier en zone rurale. 7 départements (dont le Gers, le Lot, la Lozère, la Nièvre) n'ont plus qu'une seule maternité. Il faut parfois plus d'une heure de route pour pouvoir accoucher à l'hôpital, ce qui entraîne des risques accrus pour les femmes enceintes. Les femmes en milieu rural cumulent les discriminations : 21% des femmes salariées ont un contrat de travail précaire en zone rurale contre 13% des femmes en zone urbaine.

Le recul persistant des services publics constitue une rupture d'égalité entre les femmes et les filles et participe, de fait, au recul de leurs droits dans les territoires les

plus isolés. La disparition des services publics est également une problématique dans des territoires densément peuplés et urbains. Dans certains quartiers, même reconnus prioritaires en termes d'accompagnement par les pouvoirs publics, il existe de moins en moins d'espaces publics pour les jeunes et en particulier les jeunes filles. Il manque des lieux d'information, d'échange, d'accompagnement spécifiquement à destination de la jeunesse. Par ailleurs, l'augmentation préoccupante d'un discours raciste, stigmatisant les femmes et filles migrantes trouve un écho dans l'adoption de lois qui font reculer leurs droits. La loi asile et immigration votée en 2023 restreint ainsi fortement la possibilité de régularisation pour les femmes migrantes les plus vulnérables, en particulier les travailleuses pauvres et non déclarées. Ces femmes contribuent pleinement à la vie de la France, à l'économie du pays et leurs droits sont toujours moins reconnus. La forte montée du populisme et du racisme en France sont très préoccupantes et nous amènent à craindre des reculs encore plus importants pour les droits des femmes et des filles migrantes.

Femmes solidaires tient par ailleurs à alerter sur l'urgence d'une meilleure prise en compte des violences spécifiques que subissent les enfants, qu'elles soient intra ou extra-familiales. La protection de l'enfance manque cruellement de moyens financiers et humains, et d'un engagement politique fort ; ces faiblesses structurelles engendrent des situations dramatiques qui ont des conséquences durables et impactent directement les droits fondamentaux des filles. Femmes solidaires reste consternée par les débats - y compris au Sénat - sur l'adoption d'une loi garantissant la présomption de non-consentement sexuel pour les enfants de 13 ans. La tolérance sociétale pour les violences sexuelles sur les mineurs reste un problème majeur.

Enfin, Femmes solidaires reste fortement préoccupée de la faiblesse de la prise en compte des violences faites aux femmes et aux filles. Les condamnations pour des faits de viol sont excessivement rares : 86% des plaintes pour viol sont classées sans suite en 2024 selon l'Institut des Politiques Publiques. L'impunité reste la norme pour les violences sexuelles, même si le mouvement international #MeToo a permis une meilleure prise en compte de la parole des victimes de violences sexuelles.

30 ans après la Plateforme de Beijing, nous avons plus que jamais besoin d'un engagement absolu et global pour faire avancer drastiquement la reconnaissance des droits des femmes et des filles indépendamment du contexte politique, social, économique, géographique ou culturel dans lequel elles naissent.